



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Budget 2019 : l'Éducation n'est plus une priorité !

Le budget 2019 enterre la priorité à l'Éducation Nationale en supprimant 1800 postes. C'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée. Car si le ministère affiche sa volonté de poursuivre et achever le dédoublement des classes de CP et CE1 des écoles des réseaux d'éducation prioritaire, les 1 800 postes prévus ne suffiront pas à mettre en œuvre cette mesure. Et les 2 650 postes d'enseignant-es dans les collèges et les lycées et 400 de personnels administratifs supprimés, dans le cadre d'une croissance démographique et d'une réorganisation des services, n'ont comme seule justification que de répondre aux engagements de suppressions massives de postes dans la fonction publique. Ce n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif !

Et le ministre veut compenser la baisse des moyens dans le second degré par des heures supplémentaires: c'est le retour de la vieille formule « *travailler plus pour gagner plus* », c'est faire peser sur les seuls personnels le fonctionnement de l'éducation sans leur en donner tous les moyens. Inacceptable !

Projet de loi pour une école de la confiance : cela ne se décrète pas !

Ce projet de loi, ajouté aux différentes mesures déjà prises de la maternelle au lycée, va transformer en profondeur le système éducatif : fin des ESPE sans discussions abouties sur la formation initiale, fusion des académies, évaluation, financement du privé, généralisation des expérimentations qui pourront déroger aux statuts... La confiance ne doit pas s'imposer, ni se décréter, ni se légiférer ! Elle se construit par un dialogue social de qualité et par le respect des personnels, acteurs essentiels du système éducatif, qui doivent être associés aux évolutions en cours. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui d'autant que les personnels constatent le recours croissant aux injonctions.

Enseignement professionnel : le compte n'y est pas !

Après le succès des mobilisations du 27 septembre, il faut poursuivre car la réforme de la voie professionnelle instrumentalise la voie scolaire au profit de l'apprentissage. Elle organise le transfert des contenus d'enseignement et des diplômes aux branches professionnelles. La réduction

des horaires dans toutes les disciplines et la multiplication des dispositifs (AP, co-intervention, chef d'œuvre...) entérinent au moins 2500 suppressions de postes d'ici 2022 et augmenteront amplement les difficultés des jeunes dans leurs parcours scolaire et professionnel.

Enseignement général : une réforme dangereuse !

Les lycées sont maintenant au pied du mur et toute l'inanité de la réforme apparaît. Complexe à outrance, on ne sait pas comment elle pourrait aider les lycéens, mais on voit déjà bien comment elle rend l'organisation des lycées infernale. La FSU continue d'en demander le retrait. La grève du 12 novembre sera une occasion de montrer l'opposition de la profession à cette réforme.

Dans cette perspective, nous combattons toutes les réformes qui entraîneront des suppressions de postes.

Dégradation des conditions de travail et du pouvoir d'achat : ça continue !

Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-es publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron « d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les salarié-es », puisqu'il laisse de côté plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique ! Pire, il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée (Compte Épargne Temps, aides au logement, indemnités kilométriques...). Pourtant, ce rendez-vous était très attendu après les pertes subies ces dernières années et le gel du point d'indice en mai 2017.

Nous réclamons le maintien et l'amélioration d'un service public de proximité et demandons les créations de postes nécessaires. Nous exigeons notamment le maintien de tous les collèges du département

La FSU 22 appelle, dans l'unité la plus large possible, tous les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole à être en grève le 12 novembre. Tou.te.s mobilisé.e.s pour manifester : 11 h au Parc des Promenades à Saint-Brieuc